

Unité bidépartementale Calvados - Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPEN

Le Mont Tornu
Billy
14190 Valambray

Références : 2023.833
Code AIOT : 0005302839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement SPEN implanté Le Mont Tornu 14370 Valambray. L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN
- Le Mont Tornu 14370 Valambray
- Code AIOT : 0005302839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPEN, filiale du groupe VEOLIA, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située sur la commune de Valambray (commune déléguée Billy), autorisée par

arrêté préfectoral du 24 mai 2011, pour une capacité annuelle maximale de 80 000 tonnes de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite liée au plan pluriannuel de contrôle
- Mise en œuvre des nouvelles dispositions réglementaires liées à la loi AGECE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué qu'une fuite était présente dans une canalisation alimentant une borne incendie. Aussi, si le surpresseur fonctionne, les bornes, elles, ne sont pas à ce jour fonctionnelles. Des travaux de réparation sont en cours, l'exploitant s'est engagé à ce que le fonctionnement des bornes soit effectif au 31/12/23. Le bassin, quant à lui, est plein, aussi la ressource incendie associée est disponible.

Par ailleurs, il a été convenu avec l'exploitant en marge de l'inspection, qu'un porter-à-connaissance (PAC) est attendu sous 1 mois pour présenter l'organisation des travaux d'amélioration du bassin alimentant les surpresseurs, travaux prévus en début d'année 2024. Ces travaux nécessitent que le bassin soit vidé. Il est attendu qu'un volume minimal de 600 m3 soit conservé lors de sa vidange. Le porter à connaissance présentera en particulier les modalités opérationnelles de cette mesure, ainsi que les échéances prévues.

Une inspection concernant la thématique incendie sera programmée dans le courant du premier trimestre 2024 sur ce site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Origine des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.2.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	contrôle vidéo – données enregistrées	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Conditions d'élimination – contrôle des % chargements bennes	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Conditions d'élimination – procédure d'acceptation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 29	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 II	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Refus d'admission	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Travaux recouvrement alvéoles 1 à 3 du casier 3	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	Sans objet
2	Lixiviats – mesures hauteurs	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.1	Sans objet
4	contrôle vidéo-données filmée	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	Sans objet
7	Conditions d'élimination – procédure de contrôle déchets entrants	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3	Sans objet
8	Conditions d'éliminations - Attestation tri	Code de l'environnement du 16/09/2021, article D541-48-4	Sans objet
9	Conditions d'élimination - information préalable	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour motif principal de vérifier la conformité aux dispositions de la loi AGEC et de son décret d'application fixant les "conditions d'élimination" des déchets dits ultimes en installation de stockage de déchets non dangereux.

Le jour de la visite, l'inspection a :

- consulté par sondage plusieurs documents mis à disposition par l'exploitant : attestations des obligations de tri, rapports de caractérisation, informations préalables.
- visualisé des déversements de déchets relatifs à ces documents dans la base de données relative au contrôle vidéo des déchargements. Il n'a pas été mis visuellement en évidence de déchargement non conformes.

Néanmoins, l'un des rapports de caractérisation consultés par l'inspection met en évidence la non-conformité d'une demande d'acceptation préalable au regard des seuils admissibles en ISDND de déchets plastiques et papiers présent dans un chargement. Les autres rapports présentent des taux de déchets non caractérisés importants pour lesquels l'exploitant doit obtenir des précisions et une justification de leur caractère ultime.

Le résultat de l'inspection appelle à quelques compléments de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux recouvrement alvéoles 1 à 3 du casier 3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux recouvrement alvéoles 1 à 3 du casier 3
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale.[...] [...] Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.
Constats : Le programme de travaux, transmis le 7 juin 2023 a été validé par l'inspection le 3 juillet 2023. Le programme stipule une fin de travaux semaine 26 , soit fin juin 2023. A la suite de l'inspection du 5 décembre 2023, le dossier des ouvrages effectué a été transmis à l'inspection par courriel du 19 décembre 2023. Ce document n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection et il est donc pris acte de l'achèvement des travaux de recouvrement finale de ces 3 alvéoles. Le contrôle des émissions diffuses de biogaz, au niveau de ces 3 alvéoles comme pour les autres casiers déjà couverts, va être effectué le 14 décembre 2023. L'exploitant informe que ce contrôle est effectué tous les ans tandis que l'arrêté préfectoral prescrit tous les deux ans. (article 3.1.3.1 de l'AP du 24 mai 2011).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Lixiviats – mesures hauteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats- mesures de hauteurs
Prescription contrôlée : Art9.3.3.1[...] Des détecteurs de niveau sont installés dans chacun des puits de relevage, avec déclenchement automatique de pompage de manière à ce que la hauteur de lixiviats ne dépasse pas 30 cm. En complément, un détecteur de sécurité est mis en place afin de prévenir le personnel d'exploitation d'un dysfonctionnement." Art10.3.2 La visite du site comprend notamment [...] tous les mois : une mesure de la charge hydraulique en fond de casier, au niveau des puits mixtes (biogaz et lixiviats) ainsi qu'au niveau du poste de relèvement. Les relevés sont consignés dans un registre.[...]"
Constats : Lors de la précédente inspection du 19 septembre 2022, l'exploitant n'était pas en mesure de réaliser des mesures de hauteurs de lixiviats dans les puits du casier 2 sur Billy 2. Par courrier du 4 novembre 2022, l'exploitant a informé l'inspection être en cours d'approvisionnement du matériel. Durant la visite du 5 décembre 2023, l'inspection a constaté la mise en place de coffrets de mesure en continu des niveaux de lixiviats au niveau des puits de relevage situés sur le casier 2 de Billy 2 et sur le casier 3. L'exploitant mentionne que ces coffrets ont été mis en place courant de l'été 2023 et permettent de piloter le déclenchement et l'arrêt du pompage. Chaque coffret est équipé de gyrophares permettant d'indiquer visuellement les problèmes au niveau de la pompe. Un gyrophare spécifique se met en fonctionnement si la hauteur de lixiviats dépasse la valeur consigne de 30 cm. L'exploitant présente le tableau de relevés des hauteurs de lixiviats mais la ligne correspondant au

casier 2 de Billy est vide.
Observations : L'exploitant veillera à reporter les mesures dans son tableau et de le tenir à la disposition de l'inspection. L'exploitant n'a pas mentionné le report de l'alarme sur un téléphone portable. L'exploitant s'assurera de ne jamais dépasser la valeur consigne de 30cm notamment pendant les périodes de vacances ou de week-end.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Origine des déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des déchets admis
Prescription contrôlée : [...] Les déchets non dangereux proviennent en priorité du département du calvados Elle pourra également recevoir, dans une moindre mesure, les déchets non dangereux des départements limitrophes du Calvados : Manche (50), Orne (61), Eure (27) et Seine-Maritime (76) à l'exception des ordures ménagères qui doivent avoir été collectées par un syndicat de communes du Calvados ou un groupement de communes dont au moins l'une d'entre elles appartient au Calvados. [...]
Constats : Dans le manuel d'exploitation 2022-SPEN diffusé le 13/04/2023, page 5, la répartition des apports par département pour l'année 2022 est la suivante : 67,69 % du 76, 25,21 % du 14, 6,38 % Eure Les OMr proviennent pour la totalité du département 76 (180,56T) L'exploitant explique que ces tonnages ont été ré-orientés vers le site de Billy depuis la fermeture du site de la société ETARES de Rogerville (76) fin 2019. Pour l'année 2023, les OMr semblent provenir principalement du calvados. La zone de chalandise prescrit dans l'arrêté n'est pas respectée. L'inspection demande à l'exploitant de : * soit respecter la zone de chalandise * soit de déposer un dossier de porter à connaissance
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : contrôle vidéo- données filmée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle vidéo- données filmée
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. (...)

<p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le jour de la visite que les caméras « AGECE » étaient opérationnelles. Selon l'exploitant, elles ont été mises en service le 28 octobre 2022. Une caméra filme les plaques d'immatriculation et une camera filme les deux quais ainsi que le vidage des camions dans le casier 3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : contrôle vidéo – données enregistrées

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle vidéo – données enregistrées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p> <p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.</p> <p>Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter le journal car la personne qui effectue les extractions n'était pas présente.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les données doivent être accessibles sur site mais aussi qu'elles doivent pouvoir être transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1° du V de l'article D541-48-1.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le journal du mois de février 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Conditions d'élimination – contrôle des % chargements bennes

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des % des chargements des bennes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p>

<p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre,</p> <p>à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à visualiser quatre vidéos de déchargement de déchets choisis par sondage dans la base de données nationale (RNDTS) et après avoir consulté leurs documents d'acceptation préalable.</p> <p>Les vidéos visualisées ne montrent pas de non conformité.</p> <p>Dans les quatre rapports de caractérisation, deux présentent respectivement 95,8 % et 74,8 % de déchets résiduels après tri à la source, un autre 48,5 % de déchet de type « autres » et le dernier un taux de 48,2 % de plastiques non valorisables et 31,8 % de papier valorisable.</p> <p>Ce dernier rapport de caractérisation présente un pourcentage de plastique supérieur à 30 % en masse au chargement, valeur réglementaire à partir de laquelle s'applique l'interdiction de les éliminer dans les ISDND quelles que soient leur qualité et leur nature (souillé ou non, recyclable matière ou non). L'inspection a visualisé la réception d'un lot de 5,84T correspondant à cette caractérisation. La vidéo montre le déversement de déchets présentant une quantité de sacs bleus dont le contenu ne peut être identifié.</p> <p>Les rapports de caractérisation qui présentent un pourcentage supérieur à 50 % des catégories « autres », « déchets résiduels de tri » doivent être complétés et doivent justifier que ces fractions sont bien des déchets ultimes quelle que soit la méthode de caractérisation utilisée par leur producteur. Par ailleurs, l'inspection rappelle à l'exploitant que la méthodologie de caractérisation annuelle proposée à l'expérimentation par les professionnels et le ministère de l'écologie, disponible sur internet (https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux) prévoit que la fraction <400mm n'est pas caractérisée seulement si elle représente moins de 20 % du poids de l'échantillon. Si cette fraction est supérieure à 20 % du poids, la fraction sera homogénéisée et fera l'objet d'un quartage et donc, doit être caractérisée.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> * d'investiguer son client pour savoir à quoi correspond les 48,2 % de plastiques et que contiennent les sacs bleus. * de caractériser les fractions <400mm ou de demander aux producteurs de déchets de le faire si cette fraction est supérieure à 20 % en poids.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Conditions d'élimination – procédure de contrôle déchets entrants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article R. 541-48-3

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de contrôle déchets entrants
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets (...) 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant(...)
Constats : 1° Rapport de caractérisation : l'exploitant possède les rapports de caractérisation. Le contenu de ces documents a été examiné au point de contrôle précédent (N°6) 2° contrôle visuel : l'exploitant explique que depuis 12 juin 2023, une personne a été embauchée pour accueillir les chauffeurs au quai de déchargement et effectuée le contrôle visuel. Cet agent de quai possède une tablette sur laquelle il note si les déchets apportés sont conformes. Si le déchargement n'est pas conforme, l'agent de quai crée une fiche d'anomalie qui est envoyé par courriel au directeur du site et dans l'espace client du producteur du déchet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions d'éliminations - Attestation tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article D541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations obligations tri
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri (...). A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. (...) II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées. Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.
Constats : L'exploitant possède les justificatifs de respect des obligations de tri de ses clients. Le document est un formulaire type. Le contenu est conforme à l'article D541-48-4 du code de l'environnement. L'exploitant précise que si le document n'est pas fourni par le producteur, les déchets ne sont pas

acceptés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'élimination - information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 28
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'élimination- information préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. (...). L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les FIPAD Fiches d'information préalable d'acceptation des déchets pour quatre livraisons de déchets choisies sur la base des données déclarées au registre national (RNDTS). Les fiches sont remplies manuellement par le client puis scannées par l'exploitant. Ces documents ne sont pas stockés sur le même logiciel que les justificatifs de tri et les caractérisations.</p> <p>Les documents visualisés n'appellent pas de remarques particulières de l'inspection</p> <p>Les FIPAD sont accompagnées de l'attestation justifiant le tri et du rapport de caractérisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions d'élimination – procédure d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Art. 29
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.</p> <p>Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III.</p> <p>Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III. Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un</p>

<p>an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. (...) Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède une procédure d'acceptation préalable national (au niveau du groupe Véolia). L'exploitant explique que les certificats d'acceptation préalable CAP sont gérés par le service commercial.</p> <p>L'article 29 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précise que le CAP est délivré par l'exploitant.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> * se mettre en conformité et de signer les CAP * de transmettre à l'inspection la procédure d'acceptation à jour
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>(...)</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>(...)</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent (...) les données constitutives du registre mentionné (...) au moyen du télé-service mis en place (...). Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la (...) la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre national des déchets, terres excavées et sédiments, RNDTS, est complété pour les années 2022 et 2023.</p> <p>Les données du logiciel de pesées sont téléversées dans le RNDTS.</p> <p>L'inspection constate que dans la case « Producteur. Raison sociale », le nom du collecteur est ajouté à côté de la raison sociale du producteur. Dans cette case doit figurer seulement la raison sociale du producteur. Le numéro de SIRET correspond à la raison sociale du producteur sauf dans un cas où le numéro de SIRET correspond à la raison sociale d'un autre producteur.</p>

Il est demandé à l'exploitant de corriger le numéro de SIRET de producteur erroné dans la base de donnée RNDTS et de (faire) supprimer la raison sociale du collecteur accolée à la raison sociale du producteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Refus d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Refus des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité).</p> <p>En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare le jour de la visite qu'il ne dispose pas de registre des refus pour l'ISDND du site car il ne procède jamais à un refus complet de chargement. Lorsqu'un camion est déchargé et qu'il n'est pas conforme. Les macro-déchets sont enlevés du casier (exemple : pneu). Une fiche d'anomalie est créée par l'agent de quai. Mais il n'existe pas non plus de registre des anomalies. Les fiches d'anomalie sont envoyées automatiquement au client dans son « espace client » et par courriel au directeur d'exploitation.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre des refus (anomalies).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois